# COMPTE RENDU SYNTHETIQUE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 14 DECEMBRE 2020

Le lundi 14 décembre 2020, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry s'est réuni en visioconférence, sous la Présidence de Monsieur Etienne HAŸ, après convocation adressée le 08 décembre 2020.
Le quorum étant atteint, Monsieur le Président ouvre la séance à 18h30.

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 124
Nombre de conseillers communautaires présents : 92
Nombre de votants : 99

Le Président donne lecture des décisions n°2020DEC025 à n°2020DEC026 prises au titre de la délégation qui lui a été consentie.

## 2020DEL276 : Adoption du règlement intérieur

La collectivité doit se doter d'un règlement intérieur dans les six mois suivant son installation.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à la majorité :**
**ADOPTE** le règlement intérieur de la communauté tel qu'il figure en annexe de la délibération.

## 2020DEL277 : Débat sur le pacte de gouvernance

Monsieur le Président invite le Conseil communautaire à se prononcer sur l'opportunité d'élaborer un pacte de gouvernance.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil communautaire, décide :**
**D'ELABORER** un pacte de gouvernance.

## 2020DEL278 : Débat sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement

Le Conseil communautaire doit se prononcer conditions et modalités de consultation du conseil de développement.

Monsieur le Président invite le conseil communautaire à se prononcer sur l'opportunité de confier au PETR-UCCSA l'organisation du conseil de développement. Il précise que les modalités de fonctionnement du conseil de développement sont déterminées par les statuts du pôle d'équilibre territorial et rural.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :**
**DE CONFIER** au PETR-UCCSA la mise en place d'un conseil de développement commun du Sud de l'Aisne.

## 2020DEL279 : PETR-UCCSA – Modification des statuts – règlement intérieur du conseil de développement

Les modalités de fonctionnement du Conseil de développement sont déterminées par les statuts du PETR-UCCSA.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :**
**APPROUVE** les modifications des statuts annexés à la délibération.

## 2020DEL280 : Création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité

La création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace. Elle est présidée par le Président de l'EPCI.

Cette commission joue un rôle consultatif.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :**
1° De créer une commission intercommunale pour l'accessibilité à titre permanent, pour la durée du mandat ;
2° D'arrêter le nombre de membres titulaires de la commission à 15, dont 8 seront issus du conseil communautaire;
3° D'approuver la désignation du même nombre de membres suppléants que celui mentionné au 2°;
4° Que les associations dont devront être issus les membres de la commission qui ne sont pas conseillers communautaires devront répondre aux critères précisés dans la délibération.
5° D'autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry d'une part, à arrêter la liste des personnalités associatives et des membres du Conseil communautaire siégeant au sein de la Commission et d'autre part, à nommer, par arrêté, un Vice-Président de son choix afin de le représenter à la présidence de la Commission

## 2020DEL281 : Locaux « Maison de l'Amitié France-Amérique MAFA » / Redevance d'occupation domaniale

Par délibération en date du 9 décembre 2016, le conseil communautaire a autorisé la signature d'une convention des locaux et de mise à disposition de mobilier entre la CCRCT et la Maison du Tourisme pour une durée initiale de 3 ans à compter du 1er janvier 2016, renouvelable par reconduction expresse. La délibération fixe la redevance annuelle d'occupation domaniale à 10 000 euros.

Au vu des missions effectuées par la Maison du Tourisme, une nouvelle convention d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droit réel sera proposée à la Maison du Tourisme pour occuper une partie des locaux au sein de cet espace.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :**
**FIXE** la redevance annuelle d'occupation domaniale à 10 000 euros à compter du 1er janvier 2019,
**REVISE** la redevance au 1er janvier de chaque année en application de la variation de la hausse de l'indice INSEE du coût de la construction.

## 2020DEL282 : Piste destinée à la formation à la conduite des deux roues / Fixation de la redevance annuelle d'occupation

La Communauté d'agglomération de la Région de Château-Thierry a réalisé sur une parcelle mise à disposition par la Ville de Château-Thierry, une piste destinée à la formation à la conduite des véhicules deux roues.

**Aussi, le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :**
**FIXE** la redevance annuelle pour l'occupation et l'utilisation de la piste de formation à la conduite des deux roues à 2 969,33€

## 2020DEL283 : Adhésion au groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement de l'électricité en tant que membre

La Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry ne remplit pas les critères d'éligibilité des tarifs réglementés de l'électricité au 1er janvier 2021.

Par conséquent, notre contrat d'électricité aux tarifs réglementés prendra automatiquement fin le 31 décembre 2020. Une offre de marché adaptée à nos besoins doit être souscrite avant cette date dans le respect des règles de la commande publique.

Le coordonnateur du groupement est l'USEDA.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Communautaire :**
**DÉCIDE** d'adhérer au groupement de commande ;
**AUTORISE** Monsieur le Président à signer toutes les pièces concernant le groupement de commande pour la fourniture et acheminement de l'électricité pour les bâtiments de la Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry.

## 2020DEL284 : Adhésion au groupement de commandes de la Communauté d'Agglomération : ZEBRAS

La Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry souhaite constituer un groupement de commandes avec les communes qui souhaitent ou souhaiteront bénéficier de cette prestation.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Communautaire :**
**DESIGNE** La Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry comme coordonnateur du groupement de commandes ;
**ACCEPTE** la participation des communes à la constitution de ce groupement de commandes ;
**AUTORISE** le Président à engager une consultation concernant l'objet du groupement de commandes.

## 2020DEL285 : Délégation transport scolaire /avenant n° 2 à Convention Région Hauts-de-France / Approbation

Suite à un appel d'offres infructueux et dans le but de pouvoir assurer la continuité du service de transport, il est proposé de conclure avec la Région Hauts-de-France un avenant n°2 dans les conditions précisées dans la délibération.

**Après en avoir délibéré à la majorité, le Conseil Communautaire :**
**APPROUVE** les termes de l'avenant n° 2 à la convention à intervenir avec la Région Hauts-de-France.

## 2020DEL286 : Avenant n° 3 à la DSP KEOLIS

Le présent avenant n° 03 à la DSL KEOLIS proposé a pour objet :

- ✓ D'ajuster le prix H.T de cartes scolaires de la Communauté d'agglomération pour l'année scolaire 2020/2021
- ✓ De préciser les prix H.T des compensations des titres solidaires, non détaillés dans l'annexe 2 de la délégation de service.
- ✓ La prise en charge des abonnements délivrés au personnel soignant durant ce second confinement.
- ✓ La mission d'enregistrement des réclamations / suggestions (OPTION 2 de la convention) sur les lignes scolaires du ressort de la Communauté d'agglomération est quant à elle maintenue.

**Après en avoir délibéré à la majorité, le Conseil Communautaire :**
**APPROUVE** les termes de l'avenant n° 3 à la convention à intervenir avec la Société KEOLIS CHATEAU-THIERRY.

## 2020DEL287 : Droit de préemption urbain / Demande d'instauration par la CARCT et de délégation de son exercice au profit de la commune de Coulonges-Cohan

La commune de Coulonges-Cohan possède un Plan Local d'Urbanisme depuis le 14 décembre 2011 mais n'a pas instauré le droit de préemption urbain sur son territoire.

**Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré à l'unanimité :**
**INSTAURE** le Droit de préemption urbain sur les zone U et AU du Plan local d'urbanisme de la commune de Coulonges-Cohan,
**DELEGUE** à la commune l'exercice du droit de préemption urbain sur les zones U et AU de son plan local d'urbanisme,

## 2020DEL288 : Prescription du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)

L'élaboration d'un RLPI permettra, à court terme, d'éviter la caducité du RLP de Château-Thierry et à long terme, de construire avec les communes, les habitants et les acteurs économiques, un outil pour mieux maitriser la publicité sur le territoire, et en limiter les impacts.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**
**PRESCRIT** l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération
**ARRÊTE** les modalités de collaboration entre la Communauté d'Agglomération et ses communes membres, telles qu'exposées dans la délibération,
**APPROUVE** les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation
**AUTORISE** le Président ou son représentant à solliciter des dotations ou des subventions auprès de l'Etat ou toutes autres structures ou organismes.

## 2020DEL289 : Prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUIH)

L'élaboration du PLUIH permettra de penser l'aménagement à une échelle adaptée au fonctionnement et à l'organisation du territoire et de doter l'ensemble de l'agglomération de règles et moyens règlementaires permettant de traduire spatialement le projet communautaire.

**Après en avoir délibéré à la majorité, le Conseil communautaire :**
**PRESCRIT** l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat, qui couvrira l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération,
**ARRÊTE** les modalités de collaboration entre la Communauté d'Agglomération et ses communes membres, telles qu'exposées dans la délibération
**APPROUVE** les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation,
**AUTORISE** le Président ou son représentant à solliciter des dotations ou des subventions auprès de l'Etat ou toutes autres structures ou organismes.

## 2020DEL290 : Avenant n°3 à la convention d'utilisation de l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties

Il est nécessaire de prolonger la durée de l'abattement par avenant pour permettre le déclenchement de l'abattement TFPB au titre de l'année 2021 par les services de la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP).

L'ensemble des dispositions du présent avenant et des dispositions de la convention initiale en vigueur produiront leurs effets à compter du 1er janvier 2021 jusqu'au plus tard le 31 décembre 2022.

**Après en avoir délibéré à la majorité, le Conseil communautaire :**
**AUTORISE** le Président à signer avec la Ville de Château-Thierry, le Préfet de l'Aisne et le bailleur social un avenant 2021/2022 à la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties par le bailleur social.

## 2020DEL291 : Délibération modificative pour le Food truck de l'Aiguillage

Il est proposé de fixer le montant de la redevance à 1 € par jour de présence sur le site.

**Après en avoir délibéré à la majorité, le Conseil Communautaire :**
**APPROUVE** le montant de 1 € par jour de présence réelle comme montant de redevance applicable au food truck du parking de l'Aiguillage.

## 2020DEL292 : Délibération modificative pour l'ouverture des commerces le dimanche pour Château-Thierry en 2021

En raison du report des soldes de janvier 2021 du 20 janvier au 16 février 2021, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver l'ouverture dominicale autorisée du 24 janvier 2021 en remplacement de l'ouverture du 10 janvier 2021, sur la commune de Château-Thierry pour les commerces de détail, autre que l'automobile.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à la majorité :**
**EMET** un avis favorable sur l'ouverture dominicale autorisée du 24 janvier 2021 en remplacement de l'ouverture du 10 janvier 2021, sur la commune de Château-Thierry pour les commerces de détail, autre que l'automobile.

## 2020DEL293 : recrutement d'un manager de centres-villes

La Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry a besoin d'un manager de centres-villes.

Sa mission est de proposer et de mettre en œuvre une stratégie de développement et de dynamisation du commerce en centres-villes, sous la direction de l'Agglomération mais en lien avec les services des villes concernées, notamment dans le cadre d'ACV (Action Cœur de Ville) et petites villes de demain.

**Après en avoir délibéré à la majorité, le Conseil communautaire :**
**APPROUVE** la création d'un poste de manager de centres-villes,
**S'ENGAGE** à ce que le manager de centres-villes consacre 50 % de son temps au service des commerces de la ville centre,
**AUTORISE** le Président à solliciter toutes les subventions concernant ce poste, et à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la délibération.

## 2020DEL294 : Rapport annuel 2019 sur la qualité et le prix du service d'élimination des déchets ménagers / Présentation

**Le Conseil communautaire,** après avoir pris connaissance du rapport annuel 2019 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés, présenté en annexe de la délibération :
**PREND ACTE à l'unanimité** du rapport annuel 2019 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés qui sera mis à la disposition du public et sur le site internet de la collectivité.

## 2020DEL295 : Rapport annuel du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés / Présentation

**Le Conseil communautaire,** après avoir pris connaissance du rapport annuel 2019 du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA), présenté en annexe de la délibération :
**PREND ACTE à l'unanimité** du rapport annuel 2019 du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA).

## 2020DEL296 : Aide à l'achat groupé d'un broyeur à végétaux et à l'acquisition d'un lombricomposteur / Approbation

Il est proposé d'étendre à compter du 1er janvier 2021, le dispositif d'aide aux broyeurs déjà existant.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité** :
**DECIDE** d'octroyer une subvention pour l'achat groupé de broyeurs à végétaux, à hauteur de 50% de la valeur d'achat TTC, plafonnée à 150 €, pour un minimum de 3 foyers.
**DECIDE** d'octroyer une subvention pour l'acquisition d'un lombricomposteur, à hauteur de 20% de la valeur d'achat TTC, plafonnée à 50 € par foyer.

## 2020DEL297 : Aide à l'acquisition de couches et protections lavables et de produits durables d'hygiène féminine / Approbation

Il est proposé d'étendre à compter du 1er janvier 2021, ce dispositif d'aide :
- aux professionnels de la petite enfance
- aux particuliers pour les changes lavables pour adultes et pour les produits durables d'hygiène féminine.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :**
**DECIDE** d'octroyer à compter du 1er janvier 2021, dans la limite du plafond de financement annuel prévu au budget :
- une subvention pour l'acquisition de couches et protections lavables (neuves ou d'occasion) pour enfants ou adultes et de produits durables d'hygiène féminine, à hauteur de 50% de la valeur d'achat TTC, plafonnée à 100 € par personne.
- une subvention pour l'acquisition de couches lavables pour les assistantes maternelles, à hauteur de 50% de la valeur d'achat TTC, plafonnée à 100€ par enfant, pour 3 enfants maximum sur une période de 3 ans et pour les structures d'accueil, à hauteur de 50% de la valeur d'achat TTC, plafonnée à 1000€ par structure sur une période de 3 ans.

**AUTORISE** le Président à établir et signer les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette opération.

## 2020DEL298 : Prévention des déchets / Composition de la commission consultative d'élaboration et de suivi du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés / Approbation

L'Agglomération s'est engagée dans une politique de réduction des déchets à travers un programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**
**APPROUVE** la composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) telle que présentée dans la délibération.

## 2020DEL299 : Gestion des Eaux pluviales urbaines / Contours techniques de la compétence

Le périmètre technique de la compétence Gestion des eaux pluviales urbaines est proposé défini comme suit :

| **Périmètre technique de la compétence**<br><br>**EN ZONE URBAINE OU A URBANISER** | **Entretien régulier**<br>balayage, entretien de la végétation | **Création et entretien exceptionnel**<br>hydro-curage, reprofilage, renouvellement du patrimoine enterré et accessoires de réseau |
|---|---|---|
| Fossés urbains et passages busés de quelques mètres | communes | CARCT |
| Noues et bassins de rétention ouverts végétalisés | communes | CARCT |
| Réseaux séparatifs et accessoires (regards, tampons) | CARCT | |
| Bassins de rétention fermés ou souterrains | CARCT | |
| Branchements et boîtes de branchements des particuliers, des entreprises... | CARCT | |
| Bassins de rétention et ouvrages de traitement (décanteurs, déshuileurs...) en aval des réseaux de collecte | CARCT | |

**Après en avoir délibéré à la majorité, le Conseil communautaire :**
**DÉCIDE** de définir le contour technique de la compétence Gestion des eaux pluviales urbaines comme indiqué dans la délibération.

## 2020DEL300 : Gestion des eaux pluviales urbaines (GEPU) / Convention de délégation de compétence / Reconduction

Il est proposé de reconduire la convention de délégation de la compétence aux communes pendant l'année 2021.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à la majorité :**
**APPROUVE** la reconduction en 2021 de la convention de délégation de compétence de la CARCT vers les communes concernant la gestion des eaux pluviales urbaines.

## 2020DEL301 : Gestion des Eaux pluviales urbaines / Création d'une commission ad hoc

Il est proposé la création d'une commission ad hoc.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**
**DÉCIDE** de créer une Commission Gestion des Eaux Pluviales Urbaines composée comme indiqué dans la délibération.

## 2020DEL302 : Commission Gestion des eaux pluviales urbaines / Désignation des membres

Le Conseil est appelé à désigner les représentants au sein de cette commission.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**
**DESIGNE** comme représentants au sein de la commission Gestion des eaux pluviales urbaines :

| | | |
|---|---|---|
| le président de la CARCT : | | Etienne Haÿ |
| - | le vice-président au cycle de l'eau : | Yves Lévêque |
| - | le vice-président aux ressources : | Patrice Lazaro |
| - | la vice-présidente aux finances : | Françoise Biniec |
| - | les vice-présidents représentants du territoire : | Daniel Girardin,<br>Jean-Luc Magnier,<br>Patrick Poix |
| - | le conseiller délégué au pluvial : | Antoine Viet |
| - | le conseiller délégué à l'assainissement : | Gérard Bricoteau |
| - | 1 représentant de la ville centre : | Mohamed Rezzouki |
| - | 4 représentants des communes entre 500 et 5 000 habitants : | Alain Moroy<br>Dominique Moyse<br>Eric Mangin<br>Alain Arnefaux |
| - | 5 représentants des communes inférieures à 500 habitants : | Didier Fenandez<br>Jacques Durthaler<br>Séverine Gleize<br>Claude San Miguel<br>Gilles Jourdain |

**2020DEL303 : Transfert de l'emprunt n° MON535842EUR - Eaux pluviales de 234 900 € de la Ville de Château-Thierry**

Reprise par la CARCT du contrat de prêt contracté par la Ville de Château-Thierry, pour un montant emprunté de 234 900 € suite aux travaux réalisés dans le cadre du transfert de la compétence Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU).

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à la majorité :**
**AUTORISE** Monsieur le Président à signer le procès-verbal de mise à disposition du contrat de prêt, tel qu'annexé à la délibération, contracté par la Ville de Château-Thierry, pour un montant emprunté de 234 900 €.

**2020DEL304 : Montants prévisionnels de l'attribution de compensation 2020**

Dans le cadre du transfert de la compétence eau pluviales urbaines et le report de la CLECT associée fixée au début de l'année 2021, il convient de fixer les AC provisoires qui permettent d'intégrer les dépenses prévisionnelles de cette nouvelle compétence, ainsi que le reversement à plusieurs communes des surplus d'IFER récupérés au travers d'un rôle complémentaire.
**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à la majorité :**
**FIXE** à **6 660 360.07** euros le montant provisoire de l'Attribution de Compensation 2020 à verser aux communes, tel qu'il figure dans le tableau présent dans la délibération,
**FIXE** à **201 334.48** euros le montant provisoire de l'Attribution de Compensation 2020 à recouvrer auprès des communes.

**2020DEL305 : GEMAPI / Syndicat du bassin versant de l'Ourcq amont et du Clignon / Extension de périmètre**

Le Syndicat Ourcq amont et Clignon a été sollicité par la Communauté de communes du canton de Charly-sur-Marne pour étendre son périmètre d'intervention à deux communes non encore incluse dans le périmètre du bassin versant de l'Ourcq amont (Marigny-en-Orxois et de Lucy-le-Bocage), il est proposé d'approuver cette extension.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**
**APPROUVE** l'extension du périmètre d'intervention du Syndicat du bassin versant de l'Ourcq amont et du Clignon à tout ou partie du territoire des communes de Marigny-en-Orxois et de Lucy-le-Bocage inclus dans le bassin versant de l'Ourcq.

**2020DEL306 : Contrats territoriaux Eau et Climat / Convention avec le conservatoire d'espaces Naturels des Haut de France/ Reconduction de la convention**

Il est proposé de reconduire cette convention pour une durée de 5 ans de 2021 à 2025 avec le Conservatoire d'Espaces Naturels des Hauts de France.

**Après en avoir délibéré à la majorité, le Conseil communautaire :**
**AUTORISE** Monsieur le Président à signer la Convention avec le Conservatoire d'Espaces Naturels des Hauts de France.

**2020DEL307 : Contrats Globaux d'actions / Convention de partenariat 2020-2021 avec la Communauté de communes des Paysages de la Champagne et le Syndicat Mixte Marne et Surmelin pour la participation financière aux dépenses de fonctionnement des cellules d'animation / Approbation**

Il est proposé d'établir une convention de partenariat entre les structures intercommunales porteuses des cellules d'animation des contrats pour l'eau et le Syndicat Marne et Surmelin afin de finaliser les CGA en vigueur et de préparer un Contrat territorial Eau et Climat Grand cycle pour la période 2022-2027.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**
**APPROUVE** la Convention de partenariat 2020-2021 avec la Communauté de communes des Paysages de la Champagne et le Syndicat Mixte Marne et Surmelin pour la participation financière aux dépenses de fonctionnement des cellules d'animation des Contrats Globaux d'actions CGA-Vallée de Marne et CGA-Surmelin Petit Morin

## 2020DEL308 : Contrats pour l'eau / Anticipation de la fin du Contrat Global d'actions CGA-Vallée de Marne et engagement dans un CTEC petit cycle eaux usées et pluviales

Considérant l'évolution du portage des contrats pour l'eau, l'Agence de l'eau propose d'écourter le CGA Vallée de Marne au 31 décembre 2021 et de préparer et débuter au 1er janvier 2022 un CTEC petit cycle optimisation de l'assainissement des eaux usées et gestion à la source des eaux de pluie, porté par la Communauté d'agglomération.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**
**DONNE UN AVIS FAVORABLE** à l'anticipation d'un an de la fin du contrat global d'actions Vallée de Marne, afin qu'il s'achève au 31 décembre 2021 ;
**DONNE UN AVIS FAVORABLE** à la préparation en 2021 d'un Contrat Territorial Eau et Climat « Petit cycle optimisation de l'assainissement des eaux usées et gestion à la source des eaux de pluie » 2022-2027, en complément du volet petit cycle du CTEC Ourcq amont.

## 2020DEL309 : Tarifs d'assainissement collectif pour la commune de Fère en Tardenois

Le contrat de délégation de service public pour la collecte et le traitement des eaux usées (assainissement collectif) de la commune de Fère en Tardenois arrive à échéance au 31 décembre 2020

Au 1er janvier 2021, la Régie assainissement de la CARCT gèrera le service.

Dans l'attente de l'harmonisation des tarifs assainissement,
**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à la majorité :**
**DÉCIDE** de fixer les tarifs comme suit :
- Part fixe : 161,96 € HT
- Part variable : 2,3598 € HT/ m3

## 2020DEL310 : Tarifs d'assainissement collectif pour les communes du territoire de Condé en Brie

Le contrat de délégation de service public pour la collecte et le traitement des eaux usées (assainissement collectif) des communes de Celle les Condé, Condé en Brie, Courboin, Courtemont Varennes, Jaulgonne et Trélou sur Marne.

Au 1er janvier 2021, la Régie assainissement de la CARCT gèrera le service.

Dans l'attente de l'harmonisation des tarifs assainissement,
**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à la majorité :**
**DÉCIDE** de fixer les tarifs comme suit :
- Part fixe : 77,36 € HT
- Part variable : 4,0586 € HT/ m3

## 2020DEL311 : Convention de mise à disposition d'agents de la CARCT / Approbation

La Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry et le syndicat scolaire de Fère en Tardenois, le syndicat scolaire du Point du Jour de Beuvardes, le syndicat scolaire des écoles primaires regroupées de Condé en Brie se sont entendus pour la mise à disposition d'agents, tels que précisés dans la délibération, pour l'organisation des temps périscolaires du mercredi et/ou du matin et du soir.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à la majorité :**
**AUTORISER** la mise à disposition des agents précités selon les dispositions prévues dans la convention auprès des différents syndicats scolaires du territoire,
**APPROUVER** les termes de la convention de mise à disposition à compter du 1er janvier 2021.
**PRECISE** que les syndicats rembourseront l'ensemble des frais générés par cette mise à disposition partielle

## 2020DEL312 : Convention de mise à disposition de services entre les communes et la CARCT

La Communauté d'Agglomération a repris en gestion l'ensemble des accueils de loisirs extrascolaires de son territoire et restitué aux communes la gestion des accueils périscolaires.

Les 7 communes mettent à disposition de la Communauté par voie de convention, une partie de leur service Enfance Jeunesse chargée de la mise en œuvre de la compétence « Action sociale d'intérêt communautaire - Accueil de loisirs sans hébergement extrascolaire » - qu'elle a conservée.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à la majorité :**
**AUTORISE** le Président à signer les conventions de mise à disposition des agents des communes précitées selon les dispositions prévues dans la convention type annexée à la délibération,
**APPROUVE** les termes de la convention de mise à disposition de service à compter du 1er janvier 2021.

## 2020DEL313 : tableau des effectifs – mise à jour / Intégration de postes

Des modifications du tableau des emplois sont nécessaires :

- Informatique : mutation interne – transformation de grade : La création d'un emploi permanent d'adjoint administratif principal de 1ère Classe, à temps complet.
- Environnement : mutation interne – transformation de grade : La création d'un emploi permanent d'adjoint administratif principal de 1ère Classe, à temps complet.
- Service d'aide et accompagnement à domicile : mutation interne – transformation de grade : La création d'un emploi permanent d'agent social principal de 2ème Classe, à temps non-complet. Modification de la durée hebdomadaire de travail d'un agent, actuellement à 25 heures hebdomadaires qui passera à 24.30 heures hebdomadaires.
- Service comptabilité : création de poste suite à la réussite au concours il est nécessaire de créer un poste de rédacteur territorial, à temps complet.
- Service technique : création de poste : La création d'un emploi d'adjoint technique, à temps complet.
- Développement économique : La création d'un poste temporaire (maximum 3 ans) de manager de centres-villes. Ce poste sera pourvu par un contractuel dans le cadre d'un contrat de projet.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**
**DECIDE** d'adopter la modification du tableau des emplois telle que présentée dans la délibération.

## 2020DEL314 : Modalités de mise en œuvre du Droit Individuel à la Formation (DIF)

Il est proposé de mettre en place un programme de formations en adéquation avec les fonctions d'élus locaux et un calendrier de mise en œuvre qui devra être proposé à chaque élu et à l'occasion de chaque année de mandat.
Chaque élu pourra bénéficier, pour la durée du mandat, des droits à la formation au titre du DIF avec un des prestataires agréés.
Les thèmes seront adaptés avec les fonctions effectivement exercées par chaque élu pour le compte de la CARCT et selon le catalogue de formation du prestataire susnommé.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**
**DÉCIDE** la mise en place de ce programme pluriannuel.

**2020DEL315 : Prime « grand âge » pour certains personnels de la fonction publique territoriale**

Il est proposé l'attribution d'une prime « Grand âge » aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public du SSIAD exerçant auprès des personnes âgées et les compétences particulières nécessaires à leur prise en charge. Le montant brut mensuel est fixé à 118€.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**

**INSTAURE** la prime « Grand âge » pour certains personnels de la fonction publique territoriale dans les conditions suivantes : Pour les agents du service de soins infirmiers à domiciles, du fait de leur engagement et de leurs compétences assurant ainsi une fonction essentielle en matière de prise en charge des personnes âgées,

**AUTORISE** le Président à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de cette prime,

**2020DEL316 : Décision modificative – N°2 / BP 2020 budget annexe prestataire**

Il est proposé d'approuver la décision modificative N°2/BP2020 du budget annexe Prestataire :

| CARCT – BA PRESTATAIRE | | | |
|---|---|---|---|
| DEPENSES | | RECETTES | |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 011 – Groupe 1 – dépenses afférentes à l'exploitation courante | | 017 - Groupe 1 – Produits de la tarification | |
| 60628 – autres fournitures | 11 000,00 € | 733111 – Départ. PA dotation | 124 234,26 € |
| 6251 – remboursements déplacements | 6 000,00 € | 733118 – Départ. PA dot. autres | - 6 371,90 € |
| | | 733218 – Départ. PH | - 57 696,97 € |
| 012 -Groupe 2 – Dépenses afférentes au personnel | | 73412 – usagers | - 195 460,00 € |
| 6215 – personnel affecté à l'établt. | 39 200,00 € | 7388 – autres financeurs | - 63 100,00 € |
| 6218 – personnel extérieur | - 39 200,00 € | | |
| 6331 – versement transport | - 700,00 € | 018- Groupe 2 – autres produits relatifs à l'exploitation | |
| 6338 – autres impôts taxes | - 8 800,00 € | 6419 – rembrst sur rémunérations | 30 000,00 € |
| 64111 – rémun. Principale titul. | - 107 000,00 € | 6479 – rembrst autres charges soc. | - 9 000,00 € |
| 641188 – autres indemnités | - 30 000,00 € | | |
| 64138 – autres indemnités | - 10 000,00 € | 019 - Groupe 3 – produits financiers et non encaissables | |
| 64513 – cotisations caisses retraites | - 6 894,61 € | 778 – autres produits exceptionnels | - 10 000,00 € |
| 64514 – cotisations ASSEDIC | - 2 000,00 € | | ---------- |
| 64788 – autres | - 18 000,00 € | | - 187 394,61 € |
| 016 - Groupe 3 – dépenses afférentes à la structure | | | |
| 6168 – primes assurances | - 50 000,00 € | | |
| 61681 – assurance maladie | 29 000,00 € | | |
| | ---------- | | |
| | - 187 394,61 € | | |

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Communautaire :**

**APPROUVE** la décision modificative n°2 du budget annexe prestataire,

**DÉCIDE** d'inscrire au budget les crédits portés sur la décision modificative n°2,

**2020DEL317 : modification de l'affectation du résultat 2019 et reprise sur la réserve de compensation - budget annexe prestataire**

Afin d'obtenir un résultat corrigé nul pour la campagne budgétaire 2021, il convient de reprendre la somme de 188 240,39 €, correspondant au résultat de clôture 2019, sur la réserve de compensation.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Communautaire :**

**AUTORISE** le Président à prendre sur la réserve de compensation, compte 106868, le montant de 188 240,39 € correspondant à l'apurement du déficit de l'exercice 2019 ;

**2020DEL318 : Décision modificative – N°2 / BP 2020 budget annexe soins**

Il est proposé d'approuver la décision modificative N°2/BP2020 du budget annexe Soins dans les termes suivants :

| CARCT – BA SOINS | |
|---|---|
| DEPENSES | RECETTES |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT | |
| 011 - Groupe 1 – dépenses afférentes à l'exploitation | 017 - Groupe 1 – produits de la tarification |
| 60628– autres fournitures 531,00 € | 731112 – dotation globale PA 122 197,19 € |
| 61118– prestations honoraires IDE 45 000,00 € | |
| 012 -Groupe 2 – Dépenses afférentes au personnel | ---------- |
| 6334 – cotisations CDG 1 075,00 € | 122 197,19 € |
| 641188 – autres indemnités 14 566,19 € | |
| 64131 – rémunérations contractuel 38 225,00 € | |
| 64511 – cotisations URSSAF 17 100,00 € | |
| 64513 – cotisations caisses retraites 2 200,00 € | |
| 64514 – cotisations ASSEDIC 3 500,00 € | |
| ---------- | |
| 122 197,19 € | |
| DEPENSES | RECETTES |
| SECTION D'INVESTISSEMENT | |
| Chapitre 21 –immobilisations corporelles | Chapitre 13- subventions d'équipements |
| 2182 – matériel de transport 28 000,00 € | 1311 – subv Etat 28 000,00 € |
| ---------- | ---------- |
| 28 000,00 € | 28 000,00 € |

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**
**APPROUVE** la décision modificative n°2 du budget annexe soins,
**DÉCIDE** d'inscrire au budget les crédits portés sur la décision modificative n°2,

**2020DEL319 : Décision modificative – N°2 / BP 2020 budget annexe portage**

Il est proposé d'approuver la décision modificative N°2/BP2020 du budget annexe portage de repas, détaillée comme suit :

| CARCT – BA Portage de repas | |
|---|---|
| DEPENSES | RECETTES |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT | |
| 012 - Groupe 2 – Dépenses afférentes au personnel | 019 - Groupe 3 – produits financiers et non encaissables |
| 6411 – rémunération principale 10 300,00 € | 778 – autres produits excpt. 15 000,00 € |
| 64112 – NBI – SFT 200,00 € | ---------- |
| 64131 – rémunérations contractuel 3 000,00 € | 15 000,00 € |
| 64511 – cotisations URSSAF 1 000,00 € | |
| 64512 – cotisations mutuelles 200,00 € | |
| 64513 – cotisations caisses retraites 300,00 € | |
| ---------- | |
| 15 000,00 € | |

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**
**APPROUVE** la décision modificative n°2 du budget annexe portage,
**DÉCIDE** d'inscrire au budget les crédits portés sur la décision modificative n°2,

## 2020DEL320 : Décision modificative n°3 / Budget annexe transport M43

Le Conseil Communautaire est invité à approuver la décision modificative n° 3 du budget Annexe Transport M43, telle que présentée ci-dessous.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :**
**ACCEPTE** la décision modificative n°3 du budget annexe Transport M43 ci-dessous exposée :

**Dépenses de Fonctionnement**

| | | |
|---|---|---|
| Diminution crédits dépenses : | | |
| 6218 | Autre personnel extérieur | - 4 436 € |
| 6231 | Annonces et insertions | - 3 000 € |
| 637 | Autres impôts et taxes | - 6 000 € |
| 658 | Autres charges de gestion courante | - 30 000 € |
| | | **- 43 436 €** |
| Augmentation crédits dépenses : | | |
| 611 | Sous-traitance générale | + 25 136 € |
| 6287 | Remboursement de frais | + 13 000 € |
| 6311 | Taxes sur les salaires | + 5 300 € |
| | | **+ 43 436 €** |
| **Total Dépenses de Fonctionnement** | | **0** |

## 2020DEL321 : Budget annexe SPIC OM – Exercice 2020 : décision modificative n° 2

Il est proposé d'approuver les ajustements budgétaires au travers de la décision modificative n°2 du budget annexe SPIC OM 2020.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Communautaire :**
**APPROUVE** les ajustements budgétaires au travers de la décision modificative n°2 du budget annexe SPIC OM 2020 telle que présentée ci-dessous :

**SECTION FONCTIONNEMENT**

| Dépenses | | | | Recettes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *c: Compte* | *Description* | *Montant* | | *Compte* | *Description* | *Montant* | |
| | | *Diminution de crédits* | *Augmentation de crédits* | | | *Diminution de crédits* | *Augmentation de crédits* |
| *66111* | Intérets | 392,65 | | *64198* | *Autres remboursements* | | 19 000,00 |
| *661122* | Intérets ICNE | | 88,81 | | | | |
| *6215* | Personnel affecté à la collectivité | | 50 884,00 | | | | |
| 6542 | Créances éteintes | | 1 560,00 | | | | |
| 611 | Sous Traitance générale | | 80 000,00 | | | | |
| 6168 | Autres | | 12 000,00 | | | | |
| 6132 | Locations immobilières | | 8 000,00 | | | | |
| 6063 | Fournitures d'entretien et petit equipement | | 14 000,00 | | | | |
| 678 | Autres Charges exceptionnelles | 147 140,16 | | | | | |
| | | **147 532,81** | **166 532,81** | | | **0,00** | **19 000,00** |
| | **Total général** | | **19 000,00** | | **Total** | | **19 000,00** |

Compte 66111 : réintégration emprunts SPIC OM
Compte 661122 : réintégration emprunts SPIC OM
Compte 6215 : Refacturation des budgets annexes
Compte 6542 : Procédure de rétablissement personnel ( PRP)
Compte 611 : Ajustement crédit
Compte 6168: Ajustement crédit
Compte 6132 : Ajustement crédit
Compte 603 : Ajustement crédit
Compte 678 : Ajustement Crédit

Compte 64198 : Ajustement Crédit

SECTION INVESTISSEMENT

| Dépenses | | | | Recettes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| c: Compte | Description | Montant | | Compte | Description | Montant | |
| | | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | | | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| 1641 | Emprunt | 16 761,82 | | | | | |
| 020 | Dépenses imprévues | | 16 761,82 | | | | |
| | | 16 761,82 | 16 761,82 | | | 0,00 | 0,00 |
| Total général | | | 0,00 | Total | | | 0,00 |

Compte1641 : réintégration emprunts SPIC OM
Compte 020 : Ajustement crédit

## 2020DEL322 : Décision modificative – N°1 / BP 2020 budget annexe eau potable

Il est proposé d'approuver la décision modificative N°1/BP2020 du budget annexe eau potable :

| CARCT – BA EAU POTABLE | |
|---|---|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT | |
| DEPENSES | RECETTES |
| Chapitre 011 – Charges à caractère général<br>6061 – fournitures non stockées 30 737,35 €<br>----------<br>30 737,35 € | Chapitre 70 – Vente de prestations services<br>70111 – ventes d'eau aux abonnés 30 737,35 €<br>----------<br>30 737,35 € |
| SECTION D'INVESTISSEMENT | |
| DEPENSES | RECETTES |
| Chapitre – emprunts et dettes<br>1641 – emprunts 30 000,00 €<br><br>Chapitre 21 – Immobilisations corporelles<br>21531 – réseaux d'adduction d'eau - 30 000,00 €<br>----------<br>0,00 € | |

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Communautaire :**
**APPROUVE** la décision modificative n°1 du budget annexe eau potable,
**DÉCIDE** d'inscrire au budget les crédits portés sur la décision modificative n°1.

## 2020DEL323 : Constatation d'extinction de créance suite à une procédure de rétablissement personnel

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir constater l'effacement des dettes d'un montant de 740.02 € au Budget Principal, de 1 557,25 € au Budget SPIC OM et de 417,03 € au Budget Assainissement et détaillé dans la délibération.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil communautaire :**
**CONSTATE** l'effacement des dettes pour un montant global de 2 714.30 euros,
**DIT** que ces dépenses seront imputées au compte 6542 desdits budgets,

## 2020DEL324 : Budget annexe assainissement – Exercice 2020 : décision modificative n° 4

Il est proposé d'approuver les ajustements budgétaires au travers de la décision modificative n°4 du budget annexe assainissement 2020.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Communautaire :**

**APPROUVE** les ajustements budgétaires au travers de la décision modificative n°4 du budget annexe assainissement 2020 telle que présentée ci-dessous :

**SECTION FONCTIONNEMENT**

| Dépenses | | | | | Recettes | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Fonction* | *Compte* | *Description* | *Montant* | | *Fonction* | *Compte* | *Description* | *Montant* | |
| | | | *Diminution de crédits* | *Augmentation de crédits* | | | | *Diminution de crédits* | *Augmentation de crédits* |
| *921* | *6287* | *Remboursements de frais* | 150 000.00 | | | | | | |
| 921 | 6215 | Personnel affecté à la collectivité | | 200 000.00 | *911* | 747 | Subventions et participations des collectivités territoriales | | 296 309.40 |
| 921 | 6542 | Créances éteintes | | 475.00 | | | | | |
| 921 | 678 | Charges exceptionnelles | 50 475.00 | | | | | | |
| 911 | 6287 | *Remboursements de frais* | | 296 309.40 | | | | | |
| | | | 200 475.00 | 496 784.40 | | | | 0.00 | 296 309.40 |
| | | Total général | | 296 309.40 | | | Total | | 296 309.40 |

**SECTION INVESTISSEMENT**

| Dépenses | | | | | Recettes | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Fonction* | *Compte* | *Description* | *Montant* | | *Fonction* | *Compte* | *Description* | *Montant* | |
| | | | *Diminution de crédits* | *Augmentation de crédits* | | | | *Diminution de crédits* | *Augmentation de crédits* |
| 921 | 13111 | Agence de l'eau | | 10 679.00 | | | | | |
| 921 | 21782 | Matériel de transport | 10 679.00 | | | | | | |
| 921 | 1641 | Emprunt | -165 032.00 | | 911 | 1314 | Communes | | 165 032.00 |
| | | | -154 353.00 | 10 679.00 | | | | 0.00 | 165 032.00 |
| | | Total | | 165 032.00 | | | Total | | 165 032.00 |

**AUTORISE** Monsieur le Président à signer tout document permettant la mise en œuvre de la présente délibération

## 2020DEL325 : Application de l'Article L1612-1 du CGCT - Mise en recouvrement des recettes et mandatement des dépenses de fonctionnement et autorisation donnée au Président pour engager et liquider des dépenses d'investissement. Budgets Principal et Annexes 2021

Cette délibération vise à permettre, jusqu'au vote des budgets de la collectivité, de liquider les dépenses et les recettes de fonctionnement à hauteur des crédits inscrits l'année précédente et à hauteur de 25 % des crédits d'investissement.

**Aussi, le Conseil communautaire après en avoir délibéré à l'unanimité :**
**DECIDE** de faire application des dispositions de l'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales, en s'appuyant sur les éléments des budgets tels que précisés dans la délibération.

## 2020DEL326 : Reprise de provision constituée sur l'exercice 2019

La société ECT a engagé un recours sur le marché de collecte du Tardenois pour 86 000 €, (en réparation du manque à gagner liée à son éviction du marché qu'elle considérait illégale en raison d'une méthode de notation non conforme aux stipulations du règlement de consultation.)

Les procédures engagées n'ont pas pu aboutir avec une confirmation par le juge en octobre 2020 du bien-fondé de la position de la Communauté d'Agglomération. Il convient donc de supprimer cette provision des inscriptions budgétaires.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Communautaire :**
**APPROUVE** la reprise de provision
**INDIQUE** que la somme de 86 000 € est inscrite au chapitre 68 « Dotations provisions semi-budgétaire (d) (3) » et à l'article 6815 « dotation provision pour risques fonctionnement courant ».

## 2020DEL327 : Avenant n°1 refacturation des coûts de mutualisation aux budgets annexes

Cet avenant a pour but d'acter l'intégration de la direction des services techniques et du coût des assurances statuaires des agents dans le cadre de la refacturation aux budgets annexes.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil communautaire,**
**APPROUVE** les clés de répartition des dépenses de fonctionnement des directions précitées entre les différents budgets de la collectivité, comme indiqué dans la délibération.

## 2020DEL328 : Rétrocession financière de la diminution de la cotisation au SDIS au profit des Communes de Trélou sur Marne et de Fère en Tardenois

Les communes de Trélou sur Marne et Fère en Tardenois mettent à disposition du SDIS des Sapeurs-pompiers volontaires se traduisant par une minoration de la contribution de ces communes de 3 600 euros par agent par an, il revient donc à la CARCT de reverser ces sommes pour un montant total 29 700 euros (2017 à 2020).

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil communautaire :**
**APPROUVE** la rétrocession des réductions de cotisation au SDIS à ces deux communes, telles que précisées dans la délibération.

## 2020DEL329 : Budget principal – Exercice 2020 : décision modificative n° 3

Il est proposé d'approuver les ajustements budgétaires au travers de la décision modificative n°3 du budget principal 2020.
**Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Communautaire :**
**APPROUVE** les ajustements budgétaires au travers de la décision modificative n°3 du budget principal 2020 telle que présentée ci-dessous :

**SECTION FONCTIONNEMENT**

| Dépenses | | | | | Recettes | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fonction | Compte | Description | Montant | | Fonction | Compte | Description | Montant | |
| | | | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | | | | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| 812 | 66111 | Intérets | | 304,00 | 020 | 6419 | Remboursements sur personnel | | 141 365,00 |
| 90 | 6233 | Foires et expositions | | 7 575,00 | 020 | 6479 | remboursements sur autres charges | | 16 183,00 |
| 520 | 6574 | Subvention aux associations | | 120 000,00 | 020 | 7318 | Autres impots locaux | | 65 263,00 |
| 22 | 65548 | Autres contributions | | 97 507,00 | 61 | 74758 | Autres groupements | | 7 000,00 |
| 020 | 6542 | Créances éteintes | | 750,00 | 61 | 70878 | Produits par d'autres redevales | | 14 000,00 |
| 020 | 62875 | Aux communes memebres du GFP | | 18 900,00 | 64 | 752 | Revenus des immeubles | | 24 081,00 |
| 911 | 657364 | SPIC | | 296 309,40 | 812 | 7331 | TEOM | | 31 063,00 |
| 020 | 739211 | Attributions de compensations | 135 377,00 | | 311 | 7473 | Departements | | 22 962,00 |
| 020 | 678 | Autres charges exceptionnelles | | 1 081 042,18 | 812 | 70841 | Aux budgets annexe | | 50 884,00 |
| 812 | 6815 | Dotations aux provisions | 86 000,00 | | 831 | 70841 | Aux budgets annexe | | 50 000,00 |
| 90 | 739113 | Reversements conventionnels de fiscalité | | 242,31 | 020 | 73211 | Attributions de compensations | | 52 886,00 |
| 01 | 023 | Virement à la section d'investissement | 925 565,89 | | | | | | |
| | | | 1 146 942,89 | 1 622 629,89 | | | | 0,00 | 475 687,00 |
| Total général | | | | 475 687,00 | Total | | | | 475 687,00 |

**SECTION INVESTISSEMENT**

| Dépenses | | | | | Recettes | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fonction | Compte | Opération | Description | Montant | Fonction | Compte | Opération | Description | Montant |
| | | | | Diminution de crédits / Augmentation de crédits | | | | | Diminution de crédits / Augmentation de crédits |
| 90 | 21533 | Fibre | | 474 447,00 | 020 | 1641 | | Emprunt | 736 917,62 |
| 90 | 2041582 | Fibre | | 474 447,00 | 01 | 021 | | Virement à la section de fonctionneme | 925 565,89 |
| 020 | 2041412 | FDC | Fonds de Concours | 294 285,73 | | | | | |
| 90 | 202 | Urba | Frais réalisation documents urbanisme | 500 000,00 | | | | | |
| 812 | 1641 | | Emprunts | 17 066,00 | | | | | |
| | | | | 974 447,00 / 785 798,73 | | | | | 925 565,89 / 736 917,62 |
| | | | Total général | 188 648,27 | | | | Total | 188 648,27 |

**AUTORISE** monsieur le Président à signer tout document permettant la mise en œuvre de la délibération.

M. Le Président clôture la séance à 23h05.

Le Président,
Etienne HAŸ

Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry